Actualité du premier chapitre du Traité politique de Spinoza

« Dieu se rit des hommes qui déplorent les effets dont ils chérissent les causes » Bossuet

Spinoza entame son Traité Politique par une question qui, au premier abord, pourrait nous sembler hors sujet : « Les sentiments, dont les humains sont agités, seraient-ils autant de défauts auxquels nous succomberions par notre faute ? ». Cette opinion est celle qu'expriment les philosophes en général, déplorant ou raillant ce qu'ils considèrent comme des défauts dont nous seuls sommes responsables et qu'il faudrait soit impitoyablement corriger, soit tout simplement ignorer. Ce faisant, certains, en particulier les plus rigoristes, maudissant la nature humaine telle qu'elle existe, proposent, sous de nombreuses formes, des philosophies prônant une nature humaine conforme à leur imagination. Spinoza poursuit en écrivant : « quant à leur doctrine politique [celle de ces philosophes], elle est toujours inapplicable, elle évoque une sorte de chimère – à moins qu'elle ne soit destinée au pays d'Utopie ». Il identifie ainsi l'erreur commise par les philosophes à propos de la nature humaine à celle qui les conduit à l'élaboration de leurs inopérantes doctrines. La critique s'adresse directement à Thomas More auteur d'un célèbre système chimérique : « Utopia ». En conclusion, la théorie politique proposée par les philosophes serait celle qui diverge « le plus considérablement » de la pratique. Par cette affirmation, Spinoza se démarque nettement de toute la tradition de la théorie politique depuis Platon, celle qui considère que les philosophes seraient ceux qui sont les plus à même de se voir confier la conduite de la communauté publique.

Il existe cependant des hommes qui semblent plus aptes que les philosophes à prendre en main la chose politique. Quoiqu'on leur reproche de faire usage de la ruse et de la crainte plutôt que de la raison, les hommes politiques « traitent indubitablement beaucoup mieux que les philosophes » du sujet politique, et cela parce qu'il sont formés au contact de la pratique. De plus, en s'inspirant de « procédés éprouvés » au lieu des enseignements de la religion, ces hommes seraient en opposition directe avec les autorités théologiques qui se font toujours fortes d'encourager un gouvernement de Dieu plutôt

qu'un gouvernement des hommes. En effet, ils estiment probablement que la gestion des affaires humaines n'est pas nécessairement soumise au « respect des principes sacrés de moralité », mais qu'elle doit avant tout se nourrir de ce qui est applicable en pratique. Ceci dit, Spinoza rappelle qu'il n'y a pas d'hommes exempts de défauts, et que les politiciens ne font pas exception.

En discréditant à la fois l'élite philosophique et les autorités religieuses dans leur capacité à assurer ou proposer un gouvernement politique valable, Spinoza se positionne clairement par rapport à la vision de son temps et fait figure de précurseur de la Révolution française. Les préceptes et commandements d'une religion ne sont pas capables de soustraire les hommes à leur constitution naturelle, en particulier dans les situations où ceux-ci sont les plus susceptibles d'y être soumis. Mais, plus essentiel encore, il prétend qu'à son époque, toutes les formes concevables de gouvernement politique ont déjà été pensées, et qu'il ne lui semble pas possible d'en inventer de nouvelles. Sans le nommer, il fait une allusion laudative à Machiavel qu'il qualifiera au chapitre 5 du Traité, d'« acutissimus », c'est-à-dire de très pénétrant. La réflexion politique se situe donc à un autre niveau et Spinoza nous prévient de ne pas nous attendre à le voir proposer un système « neuf » ou « inédit ». Selon Pierre-François Moreau, il s'agirait plus d'empêcher un philosophe d'édifier un nouveau système qui serait en contradiction avec l'expérience que de considérer que l'histoire a fait le tour des différentes constructions.

Cela fait-il de Spinoza un penseur révolutionnaire ou conservateur ? D'aucuns ont essayé de l'accaparer à leur profit mais force est de constater qu'il n'est ni l'un ni l'autre. L'ambition de Spinoza n'étant pas de nous présenter un ennième système parfait et figé dans la théorie, et puisque sa doctrine sera celle qui s'accordera le mieux avec la pratique, il n'est pas admissible de le rattacher à une quelconque tendance politique. Il entend d'abord comprendre rigoureusement ce qui constitue la communauté : les individus et leurs sentiments considérés dans leur nécessité, à l'instar des manifestations de la nature (« la chaleur, le froid, le mauvais temps, la foudre ») et de « ne pas les tourner en dérision, de ne pas les déplorer ni les maudire » (ce qui est essentiellement reproché aux

philosophes au début du texte). Spinoza condamne avec deux siècles d'avance le marxisme, idéologie qui s'est crue capable d'extirper de la nature humaine son constituant essentiel, le désir (principalement celui de propriété) sans essayer d'en comprendre l'origine ou l'utilité. Sa critique est d'autant plus actuelle qu'elle ne tolère pas plus l'idée capitaliste selon laquelle il existe une entité régulatrice supérieure (dont l'existence est considérée comme avérée, qu'il n'est pas nécessaire de comprendre et que nous devons accepter) telle que le marché, à laquelle la société devrait sa félicité.

« On ne saurait douter en effet que les hommes sont nécessairement en proie aux sentiments ». En affirmant que les hommes sont esclaves inconscients de leurs sentiments, Spinoza nous mène au cœur de ce qui constitue son *Éthique* et qu'il s'est employé à démontrer rigoureusement comme une étape vers le troisième genre de connaissance et la béatitude. Malheureusement, la voie vers celle-ci semble bien difficile, voire impossible pour une communauté constituée d'individus dont les actions sont mues plus souvent par des sentiments dont ils ont rarement conscience que par la raison. Il en conclut donc que l'« On n'ira pas caresser l'illusion qu'il serait possible d'amener la masse, ni les hommes engagés dans les affaires publiques, à vivre d'après la discipline exclusive de la raison ». Spinoza abandonne définitivement l'idée qu'il soit possible d'amender la nature humaine des individus en masse (de quelque manière que ce soit) dans le but de constituer une communauté parfaite. En cela, si son *Éthique* contribue à comprendre la nature humaine, elle n'est certainement pas un mode d'emploi applicable systématiquement à des fins politiques, ni un traité de morale présenté sous forme d'édification.

Il faudra ainsi que le système soit fait de telle manière que « la tentation de manquer de conscience ou d'agir mal » ne puisse s'offrir à ceux qui auront en main le gouvernement. Car si la vertu d'un individu est une chose, la valeur essentielle de l'état doit être sa sécurité, c'est-à-dire son maintien et sa stabilité, au profit des individus qui le composent. L'on constate cependant aujourd'hui que l'on exige très souvent de la part des hommes politiques une vertu au-dessus de tout soupçon bien plus que des qualités d'administrateurs. Or Spinoza souligne bien la précarité d'un état qui s'en remettrait

exclusivement à la bonne foi des individus qui le dirigent. Seules les institutions conçues en fonction de la nature des individus et qui n'attendent pas de ceux-ci qu'ils deviennent vertueux sont viables.

Stephane N. Ginsburgh – août 2005

Sources

Spinoza, *Traité politique* (trad. Madeleine Francès), in *Œuvres complètes*, Bibliothèque de la Pléiade, Gallimard, 1954
Spinoza, *Traité politique* (trad. Charles Ramond), in *Œuvres V*, Épiméthée, PUF, 2005